

Synthèse de la réunion plénière du CAC du 24 juin. Version provisoire qui sera complétée après l'Université d'été



LES ASSOCIATIONS CITOYENNES FACE AUX PROJETS D'EMMANUEL MACRON

Une réunion plénière du Collectif des Associations Citoyennes, le 24 juin, a rassemblé 45 participants du Collectif pour faire le point de la situation dans le nouveau contexte créé par les bouleversements politiques de ces derniers mois, afin de savoir comment poursuivre nos engagements associatifs. En effet, le programme de travail fixé par le Président de la République au gouvernement soulève pour les associations citoyennes une série de questions. **Sans méconnaître l'enthousiasme et la volonté d'améliorer les choses des députés nouvellement élus, nous avons le devoir d'analyser lucidement les projets qui sont mis sur la table** et de jouer notre rôle d'alerte et de mise en commun des réflexions.

Ce document constitue une première synthèse des riches débats de cette journée, qui avait été préparé par des échanges du Conseil d'administration et du groupe veille politique du CAC sur un premier texte.

Ce document est encore provisoire, car les questions soulevées seront reprises à **l'université d'été du CAC, qui se tiendra à Villeurbanne et à Lyon du 10 au 12 juillet prochain**, et qui sera l'occasion d'approfondir de nombreuses questions au cours d'une série de débats, d'ateliers de forums ouverts participatifs. Pour voir le programme et pour s'inscrire [c'est ici](#).

Collectif des Associations citoyennes 01 48 07 86 16 contact@associations-citoyennes.net 108 rue Saint-Maur 75011 Paris. Pour en savoir plus www.associations-citoyennes.net

Nous avons besoin de votre soutien. Faites un don ou adhérez [en cliquant ici](#).

Sommaire

I) Une marche forcée vers le néolibéralisme	4
1. Les fondements du projet d'Emmanuel Macron	4
<i>Un tsunami qui menace d'emporter les valeurs de la République et les règles de la démocratie</i>	4
<i>Une vaste opération de communication</i>	4
<i>Un renouvellement très relatif</i>	4
<i>Un pas de plus dans la pensée néo-libérale : « tous entrepreneurs »</i>	5
<i>Tous milliardaires !</i>	6
2. Un programme de destruction de l'État social, des droits et de la démocratie, avec des concessions qui brouillent les pistes	6
<i>La « libération » du travail</i>	6
<i>L'accentuation de l'ordre libéral européen</i>	7
<i>Le glissement vers un régime autoritaire ?</i>	7
<i>Ne pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron</i>	7
<i>Des ouvertures probables sur des questions de société</i>	8
<i>Un président philosophe ?</i>	8
<i>La recherche d'un néolibéralisme de seconde génération</i>	8
3. Nouveaux risques pour les associations citoyennes	9
<i>Baisse des subventions, appels à projets, appels d'offres : instrumentalisation</i>	9
<i>Les associations gestionnaires de plus en plus instrumentalisées</i>	9
<i>Pour les petites associations, pression à la concentration et à la disparition</i>	9
<i>Le désordre des administrations et la complexité des procédures accentuent les difficultés</i>	9
<i>La dématérialisation des dossiers, problème majeur</i>	10
<i>Des atteintes nouvelles aux libertés associatives</i>	10
<i>La loi de 1901 progressivement vidée de son sens</i>	10
II) Comment les associations citoyennes peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte ?	12
1. Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous ?	12
<i>Quel monde voulons-nous ?</i>	12
<i>Le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble</i>	13
<i>La participation citoyenne, la démocratie et les droits</i>	13
2. Analyser les forces et faiblesses du monde associatif, inventer de nouveaux modes d'organisation	14
<i>Beaucoup d'associations citoyennes travaillent énormément</i>	14
<i>D'autres en revanche participent à la dévalorisation de l'action collective</i>	14
<i>Des modes d'organisation économes et autonomes</i>	14
<i>L'entraide, la mutualisation, la solidarité financière</i>	15
3. Renouveler la participation et la démocratie	15
<i>Réveiller le débat</i>	15
<i>La participation citoyenne, facteur d'éducation populaire</i>	15
<i>Une gouvernance en cohérence avec les finalités</i>	15
4. Mener la bataille des idées, participer au débat public	16
<i>Ne rien lâcher sur le sens</i>	16
<i>L'innovation sociale n'est pas dans l'ubérisation mais dans l'invention d'un avenir viable</i>	16
<i>L'intelligence collective et la gouvernance partagée sont préférables au charisme du chef</i>	16
<i>La nécessité d'un dispositif d'information performant</i>	17
5. Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire	17
<i>Une démarche émancipatrice</i>	17
<i>Des démarches de proximité à réinventer</i>	17
<i>Des outils pour comprendre</i>	18
<i>Élargir la sensibilisation aux abstentionnistes</i>	18
<i>Comment les associations d'éducation populaire peuvent-elles évoluer ?</i>	18

6.	Faire connaître les initiatives citoyennes de terrain et les expliquer	18
	<i>La connaissance mutuelle des actions menées a un effet amplificateur.....</i>	<i>18</i>
	<i>Une bataille de l'interprétation</i>	<i>19</i>
7.	Multiplier les collectifs locaux d'entraide, de réflexion et d'action commune	19
8.	Construire des réponses avec les collectivités citoyennes.....	19
III.	Conclusion : agir ensemble dans un esprit de rassemblement.....	21
	<i>Articuler les différentes formes de lutte</i>	<i>21</i>
	<i>Se rapprocher des syndicats</i>	<i>21</i>
	<i>Seule la mobilisation permettra d'avancer.....</i>	<i>21</i>
	<i>Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à nous rassembler</i>	<i>21</i>

I) Une marche forcée vers le néolibéralisme

1. Les fondements du projet d'Emmanuel Macron

Un tsunami qui menace d'emporter les valeurs de la République et les règles de la démocratie

Nous avons tous sous-estimé l'ampleur du rejet des partis de gouvernement. Les élections législatives ont emporté beaucoup d'élus solidement implantés, et les appareils politiques, vermoulus, se sont écroulés. Ce véritable tsunami risque de remettre en cause un peu plus les valeurs de la République, déjà bien écornées, et des règles de la démocratie dont les hommes politiques de la droite et de la gauche de gouvernement se réclamaient – sans toutefois les mettre en pratique. Beaucoup de nos concitoyens pensent que ces règles ont échoué, car elles n'ont pas été appliquées, ou n'ont empêché ni le chômage, ni la corruption. Ce sentiment s'est accentué en cours de campagne sous l'effet d'une communication « disruptive ».

Une vaste opération de communication

En effet, la fabrication du candidat Macron a d'abord été une opération de communication utilisant toutes les techniques de la publicité. Le soutien de la presse, aux mains des grands groupes, est d'ores et déjà acquis au nouveau gouvernement. Emmanuel Macron lui-même joue son propre rôle – comme au théâtre – variant les registres de langue au gré des auditoires. Comme sous Hollande ou sous Sarkozy (et bien avant), les fausses questions ont remplacé les vrais problèmes, alors que la cohésion sociale réclamerait de vrais et nombreux débats citoyens.

Qu'est-ce que la disruption ?

La disruption a toujours signifié « rompre », « briser en morceaux ». Le mot a été utilisé abusivement en économie pour désigner une innovation radicale. Dans le domaine de la communication, la disruption est une méthode de communication publicitaire qui s'appuie sur une identification des croyances, des normes, des représentations et des règles, pour mettre en place une communication qui brise les codes établis avec une idée, puis qui redéfinit les règles en fonction de nouvelles valeurs¹. Comme l'avait fait Tony Blair en 1997, les thèmes de campagne d'Emmanuel Macron ont été déterminés à partir d'enquêtes d'opinions montrant ce que refusaient les électeurs, ce qui était usé, pour prendre le contre-pied. Malgré son cynisme, cette méthode met le doigt sur les faiblesses internes de la démocratie et ce qui indignent les électeurs. Si cette stratégie a triomphé aussi facilement aujourd'hui, c'est qu'elle s'est appuyée sur un constat réaliste de l'usure et du rejet. La puissance d'une communication maîtrisée par l'argent fait partie des éléments nouveaux qui n'ont pas été pris en compte par les institutions républicaines.

Avant les élections législatives, cette communication a offert aux électeurs la vision angélique d'un avenir lisse, d'une société dans laquelle disparaîtraient les conflits². Alors qu'en fait, contrairement à cette fiction, il va s'agir maintenant de la remise en cause violente de dispositions légales protectrices et de droits fondamentaux.

Un renouvellement très relatif

L'axe principal de la campagne a été de donner une image de renouvellement.³ Celui-ci, affiché pour les députés de base, est effectif au niveau des têtes, mais pas des catégories professionnelles⁴. Au sommet, il s'agit plutôt d'un renouvellement de façade, avec toujours beaucoup de technocrates qui jouent à saute-

¹Voir <http://blog.provideup.com/bien-etablir-sa-strategie-creative/>

²La communication d'Emmanuel Macron a également été une communication « lovemark ». Composée de mystère, de sensualité et d'intimité, celle-ci crée une sorte de connivence avec le lecteur. L'objectif d'une publicité « Lovemark » est de brouiller subtilement les pistes d'une réflexion rationnelle pour chercher à orienter les comportements grâce aux affects, grâce à une relation fusionnelle.

³Ce thème avait déjà été mis en avant par DSK dès 2003, avec le même inspirateur, Benjamin Griveaux, aujourd'hui député. Voir son portrait dans Le Canard Enchaîné du 14 juin 2017, qui le décrit comme « grand prêtre du monde nouveau »

⁴Voir Médiapart 16 mai 2017 « la société civile de Macron, des gens qui vont bien »

mouton entre le privé et public. Pour eux, le progrès consiste à aller plus loin dans le *managérialisme*⁵. Quant aux hommes de l'ombre, les dirigeants des médias et des grandes entreprises qui ont amené Macron au pouvoir, qui l'ont financé et aidé par leurs conseils, il ne s'agit pas de néophytes et ils ne sont pas nouveaux.

Pacôme Rupin, député de Paris, député *start-uper*

Pacôme Rupin, 32 ans, a été élu député du 4^{ème} arrondissement. Un homme neuf : école de commerce, entrepreneur social dans le groupe SOS, puis dans l'écosystème start-up dans la pépinière 27 du 11^{ème} arrondissement. Quel est son programme ? « *J'ai énormément d'énergie ce matin. J'aime bien les brasseries pour le lien social, le café, etc. J'ai toujours pris le métro je n'aurais pas de chauffeur parce que c'est de l'argent public et chaque euro doit être utilisé au maximum pour l'intérêt du citoyen. Je sens de plus en plus la mesure du rôle que je vais pouvoir jouer* ». Effectivement, tout un programme (voir le lien)

Un pas de plus dans la pensée néo-libérale : « tous entrepreneurs »

Le discours développé pendant la campagne puise dans un discours social-libéral qui n'a rien de nouveau, mais n'avait cependant jamais été porté aussi ouvertement au sommet de l'État⁶. On peut la résumer en 7 points :

- **L'individualisme devient la valeur suprême** : « mon objectif, c'est davantage de prise en compte des destins individuels que des destins collectifs », « le véritable enjeu de la politique est de donner à chaque individu la capacité de réaliser son destin et d'exprimer son talent ».

- **Chacun doit prendre des risques** : « Nous allons réconcilier notre pays avec le goût du risque, du droit au chômage pour tous avec la **volonté d'entreprendre**, avec la **volonté de créer**, à tous niveaux ». La société est conçue comme une vaste **start-up** (voir encadré). L'ubérisation généralisée de la société est présentée comme un modèle qui va libérer la capacité créatrice des individus.

- Cela signifie **la fin des statuts, des protections accordées par la loi** (fin de la protection sociale, affaiblissement du Code du travail, fin des protections accordées à certaines professions réglementées ou catégories protégées (les notaires, mais aussi les personnes handicapées)). La retraite doit être calculée en fonction du parcours de chaque individu, quels que soient les aléas de la vie. Toutes les sécurités, toutes les protections sont présentées comme des archaïsmes et des rigidités. La loi 1901, les statuts associatif, coopératif, mutuel en font partie.

- **L'égalité des chances au départ** permet de redonner à chacun le goût du risque afin « que chacun puisse courir à la vitesse qu'il veut, ou même ne pas courir s'il n'a pas envie de courir, mais au moins qu'il puisse partir de la même ligne de départ ».

- **La modernité et l'innovation** sont présentées comme des impératifs majeurs face aux bouleversements du monde et des progrès technologiques jugés de plus en plus rapides, qui vont casser en permanence ce qui existe, même depuis peu, au profit de ce qui est nouveau et forcément plus *moderne*.

- **Chacun peut se réaliser**, ça ne dépend que de lui. C'est une philosophie qui prend **le parti de l'optimisme**. « Nous sommes l'audace qui veut réconcilier, qui veut forcer à l'optimisme volontaire qui est le nôtre et pour changer à jamais le visage de la France ».

- **Le renouvellement et la simplification sont présentés comme des promesses d'amélioration**.

Cependant, rien n'est envisagé pour contraindre l'économie, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de l'emprise du capitalisme sur la vie des gens. Le pouvoir se contente d'apporter un certain nombre de « bouées de sauvetage » dans les cas les plus dramatiques. En ce sens on peut le qualifier de social-libéral⁷.

⁵On peut définir le managérialisme comme « un système de description, d'explication et d'interprétation du monde à partir des catégories de la gestion ». Avec cette idéologie, la réalité n'existe plus, sauf sous forme de ratios, et de chiffres. Voir le livre de Anne et Eric Pezet, la société managériale (<https://travailemploi.revues.org/5800>), très éclairant sur les conséquences désastreuses de cette dérive.

⁶Voir le dossier très complet de Politis du 25 mai 2017, notamment « Le triomphe de l'idéologie gestionnaire » par Erwan Manac'h et Nadia Swenny

⁷Cette approche n'est pas nouvelle : elle a été inaugurée dès les années 1980 avec la mise en place de pôles de conversion apportant des soins palliatifs aux grands territoires industriels, notamment du Nord, de la Lorraine. Elle s'est poursuivie depuis avec différents habillages. La carte d'implantation du Front National reproduit fidèlement aujourd'hui la carte de ces zones de reconversion.

Ce discours, même s'il se veut général, rencontre surtout un écho chez les entrepreneurs, les classes supérieures et dans le monde de l'entreprise. Il fait de la France une vaste entreprise qu'il faut mener à la réussite.

Le modèle des start-up

Le 13 avril, Emmanuel Macron est intervenu au sommet des start-up organisé par Challenges. « *L'audace, l'agilité presque animale qui incite à se relever, à faire pivoter un modèle d'affaires, à réinventer son projet initial. La soif d'apprendre, de découvrir et de faire différemment. La France doit devenir la nation des start-up. Il faut passer d'une économie du rattrapage à une économie de la compétence ou l'on donne des chances à chacun, où les talents et mérites peuvent se révéler d'où qu'ils viennent et les accélérations sont des opportunités* ». De fait, ce discours s'adresse à ses pairs. Il concrétise le rêve des jeunes diplômés, qui n'ont pas connu l'échec, de transformer la société à leur image.

Les envolées lyriques en faveur de la start-up ont plus d'écho auprès des étudiants des grandes écoles que des jeunes de banlieue. Mais ce discours résonne auprès des classes moyennes car les valeurs de l'individualisme et le désir de s'enrichir marquent profondément l'éducation, les relations sociales, les médias, y compris les réseaux sociaux. Il laisse entendre « qu'il n'y a pas de jeunes condamnés, il y a seulement des jeunes sans projet ». Un miroir aux alouettes qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui marche toujours car il cristallise une sorte d'espoir.

Tous milliardaires !

Ce discours traduit aussi la méconnaissance par les élites bourgeoises de la société réelle dans son immense majorité. En effet, la création d'entreprises suit deux tendances :

- la courbe de *l'ubérisation* des emplois dans les services, et concerne des jeunes dotés d'un faible capital scolaire, qui recourent au statut d'autoentrepreneurs pour échapper au chômage ;
- l'inclination des hauts diplômés à devenir consultants ou créateur d'entreprises. Le profil type est celui d'hommes jeunes, sortant des grandes écoles et écoles de commerce.

Les premiers deviennent sous-traitants de grandes entreprises, assument les risques inhérents à leur statut ainsi que leur propre protection sociale, dans la plus grande précarité. L'illusion dans ce domaine ne peut pas être durable. Pourtant, Emmanuel Macron envisage de créer des « emplois francs », résurgence des zones franches de la politique de la ville, déclarant que « **les jeunes Français doivent tous avoir envie de devenir milliardaires** »⁸

2. Un programme de destruction de l'État social, des droits et de la démocratie, avec des concessions qui brouillent les pistes

La « libération » du travail

La « libération du travail » traduit, en novlangue macronienne, la volonté de défaire toutes les protections contre l'exploitation du travail qui avaient été arrachées par des luttes au XIX et du XXe. Cela signifie moins de protections, plus de flexibilité, plus de travail le dimanche. **Le nouvel affaiblissement des syndicats** qui en résulte est applaudi par le patronat. Le gouvernement va également s'attaquer à la remise en cause du système de protection sociale avec l'étatisation de l'assurance-chômage, gérée par les partenaires sociaux, et son financement par l'impôt.

⁸Cette approche n'est pas nouvelle : elle a été inaugurée dès les années 1980 avec la mise en place de pôles de conversion apportant des soins palliatifs aux grands territoires industriels, notamment du Nord, de la Lorraine. Elle s'est poursuivie depuis avec différents habillages. La carte d'implantation du Front National reproduit fidèlement aujourd'hui la carte de ces zones de reconversion.

L'accentuation de l'ordre libéral européen

La **poursuite du plan de rigueur** était déjà inscrite dans les engagements que la France a souscrits auprès de l'Union Européenne jusqu'en 2019. Cela signifie une pression accrue sur les collectivités et leurs dépenses et subventions et la mise en place à plus grande échelle de partenariats public-privé dans de nouveaux secteurs, notamment l'action sociale, et une nouvelle montée en charge des appels d'offres.

En fait, Emmanuel Macron définit presque entièrement ce que va être sa politique en acceptant d'emblée, comme l'avait fait François Hollande, le traité budgétaire européen et les orientations préconisées par les instances communautaires, qui réclament la poursuite de la rigueur, la remise en cause de travail et de la protection sociale, la signature de TAFTA, CETA, TISA, etc. Les principales mesures mises en avant laissent de côté beaucoup d'enjeux centraux pour notre société.

Le glissement vers un régime autoritaire ?

Emmanuel Macron déclare que pour être efficace, il faut être « le moins possible » à décider. Le Président entend exercer « toutes les prérogatives que lui donne la constitution de la Ve République », y compris celles qui mettent la démocratie parlementaire entre parenthèses. En effet, la feuille de route fixée au gouvernement est plutôt inquiétante pour les libertés et les institutions républicaines :

Le gouvernement va recourir aux ordonnances dès le début de la législature pour faire passer la réforme du code du travail.

L'état d'urgence sera institutionnalisé, la répression et la politique de la peur encore renforcées. Comme par le passé, la peur est entretenue comme un moyen de gouverner. Toutes ces mesures, officiellement destinées à lutter contre le terrorisme, continuent de s'appliquer à la répression de toute contestation militante, qu'il s'agisse du droit à la solidarité envers les réfugiés, des lanceurs d'alerte ou la lutte contre les grands projets inutiles.

L'état libéral se substitue à l'état de droit. Emmanuel Macron entend rompre avec le modèle d'un État républicain garant des droits fondamentaux. Les corps de l'État, qui assuraient cette continuité, sont remis en cause. Les fonctionnaires sont invités à faire allégeance au nouveau pouvoir. Une partie des hauts fonctionnaires seront remplacés, selon la méthode américaine du « Spoil system ».

Le rôle du Parlement sera réduit. La représentation nationale passe de 577 élus à 385 députés, d'où un éloignement des élus des populations et des territoires. Le temps législatif serait réduit à 3 mois par an. Les amendements rejetés en commission n'auront pas le droit d'être présentés à nouveau dans l'hémicycle, il sera impossible de réorienter un projet de loi.

Tout cela signifie un **renforcement du pouvoir personnel** du Président de la République.

Le Président de la République est présenté comme **un homme providentiel**, qui se propose de « changer à jamais le visage de la France ». Ce programme de rupture annoncé pour les prochains mois a des parfums bonapartistes (en 1799, face à la déliquescence des institutions). En 1851, Napoléon III, plébiscité par un référendum, a donné pendant 20 ans un pouvoir sans partage au capitalisme industriel, avec de fortes restrictions des libertés. On n'en n'est pas là, mais il est légitime de s'inquiéter.

Ne pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron

Le débat télévisé contre Marine Le Pen a montré qu'Emmanuel Macron est un technocrate qui a accédé au pouvoir politique. Un bon technocrate, qui travaille ses dossiers. On constate déjà, malgré son intention de déléguer, qu'il entend contrôler l'ensemble de l'action gouvernementale.

L'autre force d'Emmanuel Macron, qui lui a permis de gagner, est de savoir écouter les critiques et les positions, d'être pleinement présent à ses interlocuteurs et de réagir très rapidement. Emmanuel Macron écoute pour analyser les positions, prend la mesure de la détermination des parties, crée un rapport de forces, puis négocie en restant inflexible sur l'essentiel. Il s'agit d'une guerre de mouvement, où la rapidité d'exécution est essentielle. Il ne faut pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron.

Des ouvertures probables sur des questions de société

Les premiers pas du gouvernement, comme le choix des ministres, illustrent bien cette capacité tactique. La presse annonce avec force que les allocations chômage sont relevées au 1^{er} juillet, sans mettre l'accent sur le pourcentage extrêmement faible de 0,65%, (soit 5 euros pour un chômeur qui touche 800 euros par mois !). On peut s'attendre à des ouvertures sur des questions sociétales, par exemple en matière d'aménagement du territoire, de politique du handicap, d'écologie, qui ne remettent pas en cause l'axe essentiel de la libéralisation. Des initiatives parlementaires sur de tels sujets pourront donner l'impression aux députés qu'ils ont un rôle réel. Le nouveau pouvoir semble plus souple, plus habile, ce qui tranche avec la raideur de Manuel Valls ou les politiques réactionnaires développées par certains élus régionaux.

Ces ouvertures vont séduire une partie des classes moyennes, dès lors que les motifs très partiels d'indignation qu'elles avaient développés contre le système sont satisfaits par des mesures également très partielles, d'autant que chaque mesure s'accompagne d'une intense campagne de communication.

Un président philosophe ?

Emmanuel Macron se targue aussi d'être philosophe. Il se réfère souvent à Paul Ricoeur, à Emmanuel Mounier, à Amartya Sen, c'est-à-dire des auteurs dont la pensée est en forte opposition avec ce qui précède. Mais son personnelisme semble être un personnelisme très « aménagé », très « personnel ». Alors que pour Mounier tout est relation et respect de l'autre, on assiste ici à une sanctification de l'entrepreneur individuel dominateur. Emmanuel Macron développe « à la fois » (comme il le dit souvent) l'un et l'autre discours. Cette prise en compte de l'humain ressemble au pâté d'alouette : une brouette de libéralisme, une pincée d'humanisme. Elle permet de tenir un discours à la fois libéral (antisocial) et humaniste. Les postes-clés sont majoritairement attribués à des ministres néolibéraux ou sécuritaires, et quelques ouvertures traduisent l'autre discours, mais avec l'injonction de se soumettre « loyalement » à la logique dominante. Mais ce double discours est également porteur de contradictions internes qui peuvent conduire à des décisions différentes sur certains sujets de société. Il faut se méfier d'une vision trop manichéenne et ne pas sous-estimer la complexité du personnage.

La recherche d'un néolibéralisme de seconde génération.

A travers toutes les mesures envisagées par Emmanuel Macron, on peut discerner de sa part et de ceux qui le soutiennent la recherche d'un nouveau style, d'une sorte de synthèse dans laquelle les éléments essentiels du capitalisme (accumulation des profits, prééminence de l'entreprise et de l'initiative individuelle dans un cadre de concurrence dure, avec « permis de tuer ») seraient accrus, mais en y incorporant des éléments permettant de le rendre attractif et acceptable pour les nouvelles générations. Alors que le premier néolibéralisme, dans la tradition de Hayek et de la Société du Mont-Pélerin, était ouvertement antidémocratique, on voit se dessiner aujourd'hui dans différents pays **un néolibéralisme de seconde génération** qui se réclame de l'égalité des chances, de l'inclusion et de la responsabilisation de l'individu. Emmanuel Macron est l'agent d'un nouveau capitalisme financier. C'est un système, celui du néolibéralisme, qui est « en marche ». Celui-ci entend remplacer les solidarités institutionnalisées de l'État social par une situation dans laquelle les entreprises prendraient en charge une part croissante de la gestion des affaires publiques, prétendant s'occuper de l'intérêt général, moyennant certaines règles de bonne conduite.

Il faut donc s'attendre à **des programmes destinés à « humaniser » la loi d'airain de la compétitivité**, en faveur du monde rural, de « ceux qui ont moins », dès lors que l'essentiel n'est pas remis en cause. Mais d'ores et déjà des gages sont également donnés à la droite conservatrice avec le renforcement de la politique sécuritaire ou le retour du redoublement. On peut faire confiance à la souplesse tactique d'Emmanuel Macron. Pour autant, il reste avant tout un adepte de l'ordo-libéralisme, inflexible sur l'essentiel, tenant une politique qui écrasera y compris ceux qui auront été séduits.

3. Nouveaux risques pour les associations citoyennes

Baisse des subventions, appels à projets, appels d'offres : instrumentalisation

Certaines associations sont déjà aujourd'hui en mauvaise posture, du fait de l'étranglement progressif des subventions publiques depuis maintenant 7 ans. **Affaiblies, elles ont du mal à porter l'espoir d'une société meilleure. Du fait de l'instrumentalisation par les appels d'offres et les appels à projets, elles ont tendance à abandonner le cœur de leur projet pour verser dans la prestation.**

Il faut s'attendre à une pression accrue sur les financements et l'emploi, avec des aggravations dont il est encore difficile d'estimer aujourd'hui l'ampleur. La poursuite de la rigueur, pour des raisons fallacieuses, comme en Grèce, devrait se traduire par la poursuite des baisses de subventions. L'augmentation des appels d'offres ou des appels à projets, qui sont souvent des appels d'offres déguisés, détruit le sens même des projets associatifs. On constate aussi une progression des contrats de délégation de service public (DSP), qui permettent de faire des économies et d'instrumentaliser les associations, tout en remplaçant des services publics par des prestations d'associations au rabais, avec des emplois précaires et sans continuité. Enfin, les restrictions de crédits engendrent une régression des conditions de travail au sein des associations, voire des pratiques de quasi-maltraitance des associations elles-mêmes.

Les associations gestionnaires de plus en plus instrumentalisées

Il faut également tenir compte des différences entre les associations citoyennes au caractère militant et les associations gestionnaires d'équipements et de salariés. Celles-ci deviennent des prestataires sur fonds publics, avec des techniques allant du prix de journée aux conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM). Dans le moment actuel, les enjeux n'y sont pas tout à fait les mêmes, spécialement dans le registre des ressources publiques et dans celui du salariat et des métiers⁹.

A noter également que les appels à projets, les appels d'offres, les subventions et les DSP sont de plus en plus exigeants sur les prestations à fournir... et serrés sur les budgets. De ce fait, les associations participent aux politiques d'austérité. De plus, certains appels d'offres, dans le domaine du travail avec les réfugiés, impliquent des pratiques de « flicage ». Des associations deviennent ainsi des supplétifs de la police.

Pour les petites associations, pression à la concentration et à la disparition

Comme le disait Jean-Michel Belorgey, « les technocrates n'aiment pas la pulvérulence associative »¹⁰. Cette multitude d'initiatives des citoyens, même à but non-lucratif n'est pas dans leur culture. Les petites associations subissent, notamment de la part de certaines collectivités, des pressions pour se regrouper, pour se « professionnaliser » (c'est-à-dire remplacer les compétences des bénévoles par des emplois salariés), des pressions liées à l'évolution de normes de plus en plus contraignantes (les mouvements de jeunes ont de plus en plus de mal à initier les jeunes à l'autonomie), des restrictions dans la mise à disposition de locaux municipaux. On leur demande de budgéter la valeur du travail bénévole, pour les amener dans une logique comptable qui n'est pas la leur. Certaines associations sont brutalisées parce qu'elles sont trop petites.

Le désordre des administrations et la complexité des procédures accentuent les difficultés

Ces difficultés sont accentuées par le désordre de politiques publiques, cloisonnées, gérées par des responsables indifférents aux questions qu'ils traitent. Les règles et les périmètres d'application changent en permanence, empêchant toute gestion cohérente de leur avenir par les associations elles-mêmes. Visiblement, l'introduction des méthodes managériales au sein de des administrations de l'État et des collectivités par la RGPP n'a pas conduit à un meilleur fonctionnement, mais à la liquidation d'une riche expérience administrative et à un désordre persistant. Les responsables des services sont priés de faire du chiffre, ils ne savent plus de quelle réalité humaine ils traitent. Des droits aussi fondamentaux que le droit au logement ne sont pas respectés (par exemple, 100 000 demandeurs de logement dans les Hauts-de-Seine

⁹Voir Michel Chauvière Trop de gestion tue le social 2007 <https://lectures.revues.org/597>

¹⁰Jean-Michel Belorgey, Cent ans de vie associative, Presses de Sciences-po, 2001

pour 3000 créations). La complexité des procédures est un autre obstacle (on sait que la bureaucratie va de pair avec la technocratie)¹¹.

Le fonds social européen représente un sommet dans l'absurdité bureaucratique. Les associations qui sont obligées d'y recourir subissent des injonctions à se regrouper. Mais quand elles montent des actions communes, elles sont obligées de considérer qu'il y a un chef de file et des prestataires, et doivent faire des appels d'offres avec mise en concurrence. Elles sont donc obligées de faire de faux appels d'offres. Ce travail phénoménal oblige embaucher des gestionnaires uniquement pour ces tâches.

La dématérialisation des dossiers, problème majeur

L'obligation récente de recourir à l'usage d'Internet pour remplir les dossiers administratifs est un problème majeur pour toutes les populations qui ne maîtrisent pas parfaitement le langage informatique ou la langue française, mais aussi pour de nombreux responsables associatifs. Quand en Seine-Saint-Denis les associations soumettent le problème au préfet, celui-ci répond « ils ont des Smartphones, ils peuvent se débrouiller ». Pour accéder au dossier sur Internet, il faut être devant son écran à 0h01, car ensuite il est impossible d'y accéder. Le problème n'est pas limité à la préfecture. Il est identique avec Adoma (nouveau nom de la Sonacotra). Ceci constitue une atteinte à la dignité des personnes et une régression majeure dans l'exercice des droits.

Des atteintes nouvelles aux libertés associatives

Le gouvernement d'Édouard Philippe a repris sans tarder la rhétorique sécuritaire de ses prédécesseurs. En effet, la menace terroriste, réelle ou amplifiée, justifie en permanence la diminution des libertés, non seulement individuelles mais aussi collectives. Ces atteintes sont multiformes. Par exemple, la restriction des règles d'agrément des associations environnementales a fortement restreint le nombre de celles qui peuvent ester en justice. La pérennisation de l'état d'urgence impacte également très fortement les possibilités d'agir des associations de défense, des lanceurs d'alerte, etc. Le CAC se propose d'étudier, avec la Ligue des Droits de l'Homme, ce processus qui touche les associations dans leur façon de faire, dans leurs raisons d'être et dans leur liberté.

Certaines collectivités locales réactionnaires ne sont pas en reste et participent activement à ce processus. Tout récemment, le Collectif a ainsi initié, avec d'autres, un travail pour structurer l'opposition à la charte régionale d'Île-de-France édictée par Valérie Pécresse sur « le respect des valeurs de la République et de la laïcité », (cf. *les éléments sur le site internet du Collectif*)¹².

La loi de 1901 progressivement vidée de son sens.

Historiquement, cette loi est née après un siècle de combat et deux décennies de débat, comme une loi de liberté, dans un contexte historique qui a vu reconnaître à la même époque le droit de grève, la liberté syndicale, la liberté de réunion, etc. Cette liberté nouvelle a été et demeure toujours un outil d'émancipation. Mais l'utilisation du statut associatif par des entreprises parapubliques comme l'AFPA, des établissements d'enseignement supérieur comme HEC, par des entreprises banalisées, des start-up ne laissent subsister que la convenance d'un statut très souple alors que le projet politique de l'émancipation s'estompe progressivement.

Il n'en demeure pas moins que des centaines de milliers d'initiatives sont rendues possibles par l'existence de cette loi, sans équivalent en Europe. Plus d'un million de petites associations réalisent leurs projets uniquement à partir de l'engagement bénévole des citoyens, et que ces derniers utilisent massivement des associations pour entreprendre, innover, dans un sens bien différent de celui qu'on lui prête aujourd'hui.

Au niveau européen, il n'existe toujours pas de statut associatif européen et ce n'est probablement pas un hasard : les instances européennes n'ont pas intérêt à faire émerger la société civile au niveau européen.

¹¹

¹²<http://www.associations-citoyennes.net/?p=9426>

Tout indique, avec la culture managériale, autoritaire et numérique du Président de la République, que ces problèmes vont s'accroître. Ils ne concernent pas seulement les associations elles-mêmes mais toute la population, en mettant en cause l'équilibre de toute la société.

Face à ces perspectives, les associations citoyennes ont une grande responsabilité car elles peuvent contribuer grandement au **réveil des citoyens et à leur mobilisation**. Elles en ont la capacité du fait de leur autonomie et de leur pouvoir d'initiative. Mais elles **sont contraintes de trouver des moyens de lutte et de rassemblement originaux** face à l'idéologie ultralibérale qui se développe. Cette responsabilité est également celle de tous les citoyens.

II) Comment les associations citoyennes peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte ?

1. Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous ?

L'émergence du Macronisme n'est que le symptôme d'une crise globale, à la fois écologique, financière, économique, sociale, culturelle et politique. Tout indique que cette crise est loin d'être terminée, et qu'elle va s'aggraver dans toutes ses composantes : crise écologique et sanitaire, dégradation du lien social, accroissement des inégalités, du chômage et des discriminations, régression de la démocratie et de la participation citoyenne, régression éducative, appauvrissement culturel et régression de l'intelligence collective. La nouvelle étape du néolibéralisme qui se met en place est une tentative pour surmonter les problèmes qui en résultent en maintenant la domination d'une oligarchie. Notre conviction à nous est que **pour surmonter cette crise multiforme et inventer l'avenir, il faut aller vers plus de justice, de fraternité, de coopération et de bien vivre. Pour cela, l'action des associations citoyennes est indispensable.**

Quel monde voulons-nous ?

Les associations citoyennes contribuent à la construction d'une société plus humaine et au **respect des droits fondamentaux** par leurs actions, extrêmement diverses et innovantes. Cette contribution est **première par rapport à la création d'emplois ou de valeur financière**. Elle est indispensable à toute société. Il est essentiel pour tous les militants associatifs d'y revenir, d'acquérir une conscience, une vision du monde qui nous donne la force d'agir.

Dans tous les pays du monde, ceux qui luttent efficacement se sont dotés d'une vision du monde alternative à la vision dominante, reposant sur la redistribution au lieu de l'accumulation, le vivre ensemble qui s'oppose à l'atomisation des individus, la coopération qui s'oppose à la lutte de tous contre tous, l'équilibre et l'harmonie au lieu de la croissance, la vie dans son intégralité, qui s'oppose à l'avoiron¹³.

La présence de Nicolas Hulot au gouvernement donne le change, et se traduira certainement par des initiatives. Mais il est vraisemblable qu'elle ne suffira pas à entraîner la remise en cause de tout le système productiviste, nucléaire, extractiviste. Nous devons donc agir.

Il est essentiel de rappeler que « l'aggravation de la crise climatique et écologique fait courir à brève échéance un risque mortel à l'ensemble de l'humanité et de la planète. L'absence de décisions réelles conduit à un basculement incontrôlable et irréversible, qui peut conduire à la disparition de l'humanité d'ici 2 ou 3 générations. Mais pour rendre la Terre, notre maison commune, habitable par tous ses habitants, on ne peut pas préserver l'environnement sans réduire les inégalités, abandonner la logique de croissance et d'accumulation qui domine aujourd'hui le monde, respecter les droits fondamentaux et la diversité des cultures, restaurer une éthique dans la conduite des affaires publiques et plus de démocratie participative, promouvoir d'autres raisons d'agir et de vivre ensemble. Tout est lié »¹⁴.

Pour cela, il faut faire connaître le travail des associations environnementales, qui figurent parmi les plus créatives, les plus innovantes et les plus dynamiques, en s'appuyant sur des pratiques démocratiques

¹³Dans ce domaine, nous avons beaucoup à échanger avec d'autres cultures, d'autres militants. Voir par exemple les textes de Pablo Solon et d'autres dans <https://systemicalternatives.org/>

¹⁴Les chemins de la transition. CAC, 12 mai 2016 <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2016/05/Les-chemins-de-la-transition-n%C3%A9cessaires-et-compl%C3%A9mentaires-6p-30-4-16.pdf>

partagées et un retour aux valeurs qui n'ont rien à voir avec le *managérialisme*. (Voir par exemple les répertoires de l'écologie au quotidien réalisé par le CAC)¹⁵

À noter que les actions environnementales entrent également de plus en plus dans les pratiques des associations sociales. Par exemple, les centres sociaux développent une éducation au manger bio, les régies de quartier organisent la récupération d'encombrants, etc. L'action écologique des associations citoyennes n'est pas limitée aux classes moyennes.

Le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble

La solidarité porte une exigence de fraternité. Si la solidarité est d'abord une responsabilité partagée, comme on parle en droit de caution solidaire, cette conception renvoie à un regard d'égalité, à la réciprocité, à l'exigence d'égalité de dignité pour tous, à l'exigence de respect pour tous des droits fondamentaux.

Les associations jouent un rôle essentiel dans le renforcement du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble. Elles sont aujourd'hui parmi les principaux garants sur le terrain du respect des droits fondamentaux et de la lutte contre les discriminations.

De multiples associations travaillent pour aider les habitants à exercer leurs droits, construire leur pouvoir d'agir, élargir leur horizon par un travail d'éducation populaire, pour que chacun puisse être acteur de sa propre vie et citoyens d'un monde solidaire, quelle que soit sa situation. Face à l'ampleur du chômage et au durcissement des rapports sociaux, une proportion croissante de la population doit survivre dans une extrême pauvreté. Les associations aident de plus en plus de personnes et de familles à recourir à des solutions d'auto organisation, qui se situent aussi dans l'économie informelle.

Dans le domaine de l'action sociale, beaucoup d'associations sont porteuses d'un projet qui accorde la primauté à des valeurs fondamentales de respect et d'épanouissement de la personne humaine, qu'elles essaient de défendre coûte que coûte. Mais les conditions de plus en plus contraignantes imposées aux financements publics, les nouvelles méthodes de management public et aujourd'hui la mise en place de partenariats public-privé vont totalement à l'encontre de cette volonté humaniste. Par exemple, la loi handicap de 2005 représente une avancée considérable sur le plan du principe. Mais la gestion par les coûts imposée par les ARS se traduit par l'incapacité de mettre en œuvre les dispositions prévues par la loi.

La participation citoyenne, la démocratie et les droits

Dès l'origine, les associations ont été les creusets du débat politique sur lequel s'est construite la République. Aujourd'hui encore, les associations constituent pour la plupart des écoles de citoyenneté irremplaçables, au service de l'ensemble de la vie politique et sociale. La contribution des associations citoyennes est essentielle pour reconstruire la démocratie, par leur vie interne et leur participation au débat public. En interne, le travail en groupes, l'organisation des débats, la démocratie participative favorisent une ouverture au monde et une prise de conscience des enjeux et de la portée des actions menées par l'association. En effet, un énorme travail est à faire pour réapprendre à conjuguer le « je » et le « nous ». Il faut faire prendre conscience aux responsables associatifs de la dimension éducative de leur action, même si ce n'est pas leur objectif principal.

De nombreuses associations jouent un rôle d'alerte ou participent au débat public au niveau local, national ou international. Les associations contribuent à faire évoluer les opinions et les convictions de l'ensemble de la société.

Cependant, la pratique de la participation nécessite **pour les responsables associatifs un travail sur eux-mêmes**, une transformation de leurs modes d'action habituels, l'abandon des mythes patriarcaux dont ils ont été nourris dès l'enfance et qui sont ancrés à l'intérieur d'eux-mêmes, comme le dit Paulo Freire. Cela nécessite aujourd'hui la remise en cause des nouveaux mythes de la « bonne gouvernance », qui pénètrent aussi les associations. Il faut en effet "cesser d'être « au-dessus » ou « à l'intérieur » pour « être avec », comme des compagnons, au service des objectifs communs.

¹⁵Voir <http://www.associations-citoyennes.net/?p=6691>

2. Analyser les forces et faiblesses du monde associatif, inventer de nouveaux modes d'organisation

De nombreuses familles d'associations se sont développées depuis 70 ans lorsque de nouveaux droits fondamentaux ont été reconnus. Ceux-ci impliquaient pour les rendre effectifs le développement de politiques publiques, réalisées avec les associations : le tourisme social avec les congés payés en 1936, en 1945 l'éducation populaire, l'action sociale avec la création de la sécurité sociale, la culture, le sport, etc. Les financements publics étant remis en cause, que fait-on ?

Nous devons faire une analyse lucide des forces et faiblesses du monde associatif pour pouvoir nous adapter et trouver les voies d'un renouveau associatif. Les associations citoyennes sont atteintes dans leurs raisons d'agir par le rejet du politique, qui touche aussi les formes associatives organisées. De nombreux mouvements récents ne passent pas par une forme associative déclarée pour s'organiser de façon tout à fait démocratique. Face aux évolutions, il est nécessaire de nous adapter à une situation qui change. Cela nécessite de notre part de gros efforts d'imagination et d'inventivité, ainsi qu'un examen lucide de nos forces et faiblesses. Et cela passe aussi par du tâtonnement, de l'expérimentation et du droit à l'erreur.

. Comme les besoins augmentent et que les associations citoyennes sont surchargées de travail, certaines ont tendance à s'isoler dans leurs difficultés. De même qu'au XIX^{ème} siècle, les associations ont inventé les Caisses de secours, il faut aujourd'hui **inventer de nouvelles formes de lien social, de transition écologique, de solidarité**, rendues nécessaires par la destruction des solidarités publiques

Une analyse lucide et complète du monde associatif réel est nécessaire, sans avoir peur de prêter le flanc à la critique en donnant des armes à nos adversaires, en s'appuyant sur des exemples analysés de près, sans noircir pour autant la situation et en considérant que les retours aux sources sont possibles. Car à défendre tout le monde indistinctement, on ne défend personne, ou seulement les plus gros, dans une démarche corporatiste. L'absence d'analyse renforce la position de ceux qui ne voient dans le monde associatif que privilèges, verbiage et inefficacité.

Beaucoup d'associations citoyennes travaillent énormément

Beaucoup d'associations citoyennes, petites et moyennes, travaillent énormément avec peu de moyens pour réaliser un remarquable travail de lien social, de solidarité, d'éducation populaire ou de transition écologique, en faisant largement appel à la participation de leurs membres et au bénévolat. Mais elles valorisent trop peu leur travail, s'auto-disqualifient parfois, sans voir qu'en face d'elles ceux qui communiquent beaucoup et ont beaucoup de financements font parfois beaucoup moins, beaucoup moins bien.

D'autres en revanche participent à la dévalorisation de l'action collective

En revanche, d'autres associations affichent toujours les mêmes valeurs en termes généraux, mais elles se sont institutionnalisées, font du chiffre d'affaires en développant des services à moindre coût, visent le développement de l'activité pour elle-même. Certains cadres ont fortement augmenté leurs salaires et bénéficient d'avantages nombreux. On pense à certaines fédérations d'éducation populaire, à l'industrie du tourisme dit social ou de la formation professionnelle, à certaines structures culturelles. Beaucoup se croyaient à l'abri des difficultés.

Des modes d'organisation économes et autonomes

Certains, poussés par la nécessité, envisagent de remplacer les professionnels par des bénévoles en changeant ce qu'il faut changer dans la structure pour poursuivre leur action de façon cohérente. Une mise en commun serait nécessaire pour préciser des modes d'organisation économes et autonomes, faire la part de ceux qui sont indispensables et doivent être confortés, et de ceux qui doivent évoluer. Bien sûr, les situations sont extrêmement différentes d'une association à l'autre, d'un secteur à l'autre. On ne peut

raisonner de la même manière pour des associations sportives qui s'autofinancent à 70 % et pour l'action sociale qui dépend très largement des subventions publiques.

L'entraide, la mutualisation, la solidarité financière

Certains proposent de développer différentes formes d'entraide : se prêter des compétences et du temps en mettant à disposition des ressources humaines entre « associations amies », mutualiser des moyens matériels.

La question a été posée d'une solidarité financière, sous forme d'avances de trésorerie entre associations. Mais il faut être sûr que la subvention attendue va arriver en temps et en heure.

3. Renouveler la participation et la démocratie

Réveiller le débat

Le débat est essentiel pour se réapproprier la démocratie. Il s'agit de confronter les points de vue, dans une démarche de respect actuel et de recherche commune de la vérité. Un débat construit et ordonné, avec toutes les parties prenantes, permet de confronter les positions, en se référant à des principes d'action. Réveiller le débat, c'est réveiller la démocratie. Il est nécessaire aujourd'hui de créer de vrais débats d'intelligence collective, dans la durée. Le mouvement Nuit Debout a contribué à le faire, même si certaines séances se sont parfois limitées à une somme de témoignages avec peu de débat réel.

Il existe de nombreuses méthodes mises au point par les mouvements d'éducation populaire qui permettent de réfléchir dans la complexité et de créer du collectif, tout en débouchant sur des accords ou des désaccords féconds.

La participation citoyenne, facteur d'éducation populaire

Il existe de grandes différences entre les associations quant à la place des bénévoles et de la participation citoyenne. Certaines associations fonctionnent uniquement sur une base d'engagements citoyens, avec une direction collective et parfois une rotation des tâches. La participation citoyenne n'est pas un apport supplétif, mais constitue le cœur de la vie de l'association. Dans les premiers temps, les MJC proposaient un investissement bénévole sur des chantiers, avec des offres sur différents thèmes. Il s'agit aujourd'hui de redonner la première place à la participation citoyenne, pour des raisons d'éducation populaire, de démocratie interne et d'équilibre économique.

Une gouvernance en cohérence avec les finalités

Nous devons nous mobiliser pour que les instances de gouvernance de nos associations soient bien le reflet (ou la préfiguration) d'une société juste, égalitaire et inclusive centrée sur l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence liées à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle, aux origines, au handicap....

Rien ne pourra se faire sans prendre en compte la parole des première.s concerné.e.s : les réalités que nous côtoyons tous les jours, au niveau local, témoignent d'un sentiment de plus en plus fort de découragement, d'isolement, de peur et de repli sur soi, en lien avec les inégalités qui se creusent et les discriminations vécues au quotidien par des personnes ou des groupes. Il s'agit aujourd'hui de renforcer le travail de proximité que les associations mènent au quotidien pour « faire ensemble », en proposant notamment des modes d'intervention auprès des publics qui favorisent l'engagement des personnes.

4. Mener la bataille des idées, participer au débat public

Ne rien lâcher sur le sens

Pour se réinventer, le capitalisme emprunte aux initiatives citoyennes, à la philosophie humaniste, mais en les vidant de leur sens profond. Face à l'offensive qui s'annonce, il est nécessaire de mener **une bataille culturelle : sémantique, philosophique et anthropologique**, en se plaçant du point de vue des dominés.

Le travail sur le sens des mots est nécessaire mais ne peut pas être mené à la va-vite. Il faut se méfier des mots valises trop rapidement utilisés, alors qu'ils cachent des réalités diverses (intérêt général, égalité des chances, innovation, etc.). Le travail sur les mots est source d'émancipation.

En effet, à travers les mots, les forces dominantes, avec leurs moyens de communication, cherchent à imposer une vision du monde. Par exemple, la valorisation de l'individu et la conquête de l'autonomie de chaque personne ont été des conquêtes majeures des deux derniers siècles. Emmanuel Macron reprend le terme, mais en valorisant seulement la capacité d'initiative d'un individu performant et rationnel, guidé par son intérêt, sans dire que cela ne s'applique qu'à une oligarchie. Il est nécessaire de revenir aux fondamentaux pour expliciter ce qui est évident pour les associations citoyennes, mais non-dit : la valorisation des individus est inséparable de la **prise en compte des interactions des individus entre eux et avec leur environnement**, ce qui impose de favoriser l'épanouissement de tous et non la réussite de quelques-uns, ce qui induit respect, bienveillance, curiosité et attention aux autres et aux facteurs environnementaux dans lesquels cette somme d'individus - l'humanité donc (et même le vivant) – s'inscrit.

L'innovation sociale n'est pas dans l'ubérisation mais dans l'invention d'un avenir viable

Il faut s'attendre en particulier à une **dévalorisation de l'action associative au profit de l'entrepreneuriat, social ou non, présenté comme la seule forme d'innovation**. La solution n'est pas de réagir de façon défensive à ces attaques, mais de **développer la vision du monde, partagée par des millions de personnes, qui sous-tend l'action citoyenne**.

Le mouvement des entrepreneurs sociaux a soutenu en force la campagne d'Emmanuel Macron. Jean-Marc Borello, PDG du Groupe SOS, a fait partie dès le départ du staff de campagne. Il faut s'attendre à la reprise par le nouveau gouvernement du discours cher à ce mouvement. Les associations sont présentées comme ringardes, inefficaces, passéistes, face à la figure héroïque de l'entrepreneur individuel, créateur de start-up, innovant par nature, répondant à des objectifs sociaux, sans oublier toutefois d'être lucratif et prédateur (comme l'est M. Borello lui-même). À entendre le discours dominant, on a l'impression que les entrepreneurs sociaux ont le monopole de l'innovation¹⁶. Il faut montrer le caractère ultra minoritaire et extrêmement limité de cette pseudo-culture qu'on veut nous imposer.

L'innovation sociale, ce n'est pas l'ubérisation de la société. C'est ce qui est nécessaire pour inventer un avenir viable à la planète, à l'espèce humaine et à chacun. Trouver des issues aux multiples impasses où nous nous trouvons. Ce n'est pas l'innovation financière qui vise à faire pénétrer de plus en plus le marché dans toutes les sphères de la société et le plus intime de nos vies. **Il est essentiel de montrer que le rôle déterminant des associations citoyennes pour l'innovation sociale**¹⁷.

L'intelligence collective et la gouvernance partagée sont préférables au charisme du chef

En matière de méthodes de gestion et de conduite des projets, **le modèle managérial proposé consiste à aller vite, décider seul, tuer l'adversaire, croître exponentiellement**. Le modèle associatif est se situe aux

¹⁶Il faut sans doute rappeler que le MOUVES réunit en tout et pour tout 664 6 adhérents, mais dispose d'une équipe de 13 permanents, financés notamment par Suez environnement, BNP Paribas, les Caisses d'Épargne, la Caisse des dépôts, l'Union européenne, le ministère de l'économie et des finances, plusieurs Régions, alors qu'il existe 1 300 000 associations sur le terrain, dont 1 100 000 qui n'ont pas de salariés. Voir le lien. (<http://mouves.org/les-membres-du-mouves/annuaire-adherents/>)

¹⁷Pour une présentation plus détaillée, voire la communication « Les associations citoyennes au cœur de l'innovation sociale », par Didier Minot, à la conférence internationale sur l'innovation sociale organisée par le CNAM les 14 et 15 janvier 2015 (<http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/01-16-15-Les-associations-citoyennes-au-c%C5%93ur-de-linnovation-sociale-CNAM-interv-DM.pdf>)

antipodes. Le mot *association* renvoie au fait de s'associer autour d'un projet collectif avec des **logiques de coopération**. Il s'agit de **construire un projet partagé, cohérent avec les valeurs de l'association**. La participation de tous à sa construction permet de faire émerger une intelligence collective, en partant des questions, des richesses et des savoirs de chacun. Face à la complexité et la multiplicité des problèmes, ces solutions innovantes et porteuses d'avenir ne viendront pas de la réflexion géniale de technocrates, mais de la réflexion collective pour trouver des solutions réellement adaptées à la diversité des situations et aux attentes des habitants.

La nécessité d'un dispositif d'information performant.

Des associations citoyennes sont souvent très faibles en matière de communication. Le CAC lui-même produit plus qu'il ne diffuse. Or, comme on l'a vu avec la campagne d'Emmanuel Macron, la communication joue aujourd'hui un rôle central.

Il est possible de construire des dispositifs d'information avec peu de moyens, mais beaucoup de réflexion, de bénévolat et de participation citoyenne, grâce au numérique. D'où la proposition d'étudier la possibilité de « constituer une plate-forme pour valoriser, commenter, et amplifier nos actions pour la transformation sociale », à l'instar de ce qui a été mis en place par *Une Seule Planète*. On peut aujourd'hui rassembler des documents de réflexion, des sources documentaires et des exemples relatifs à un même thème de façon dynamique, organiser des débats profonds et sérieux avec l'aide des médias, etc. Un tel dispositif pourrait être mutualisé entre différents mouvements.

5. Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire

Pour répondre à l'offensive idéologique qui se développe, il est essentiel de **relancer une éducation populaire à dimension politique et non partisane**, non seulement au sein des associations d'éducation populaire, mais de toutes les associations, car **l'action associative est intrinsèquement porteuse d'éducation**.

Une démarche émancipatrice

Si l'objectif est de permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyenne monde solidaire, cela veut dire donner des ouvertures pour comprendre le monde, développer des méthodes de participation et d'animation par des méthodes actives, donner des outils pour agir concrètement, retrouver la dimension politique de l'éducation populaire, c'est-à-dire analyser ensemble les causes des problèmes que l'on rencontre, transmettre des valeurs universelles, éveiller l'esprit critique.

Alors que les conditionnements imposés par la société sont de plus en plus prégnants, cette démarche est nécessairement **une émancipation, une désaliénation**, pour parvenir à une estime de soi et à une conscience élargie. Il est souvent possible de s'auto-former avec les compétences disponibles en interne.

Si dans certains réseaux d'éducation populaire ces préoccupations ont presque complètement disparu, il existe en revanche de très nombreuses associations qui constituent des exemples vivants d'éducation populaire. Dans le domaine écologique, des dynamiques extraordinaires sont à l'œuvre, avec très peu de moyens publics. Dans le domaine des musiques actuelles, des démarches d'éducation populaire autogérées sont menées par des jeunes de façon très dynamique. Le planning familial fait un travail de conscientisation à partir de débats collectifs, y compris dans les salles de consultation.

Des démarches de proximité à réinventer

Il fut un temps où les mouvements politiques et syndicaux faisaient un important travail d'éducation populaire de proximité, où la dimension politique était très présente. La défaite politique que représentent le taux d'abstention, le vote d'extrême droite et la crédulité des masses est aussi une défaite de l'éducation populaire. C'est le résultat de 30 ans d'absence d'éducation populaire sur le terrain.

Les associations citoyennes sont à même d'inventer de nouvelles formes d'éducation populaire, pour peu qu'on leur fournisse des outils. Un travail est à faire sur le vocabulaire, les méthodes d'animation, ainsi que sur la démocratie. Il faut « lever le nez du guidon » et prendre du recul. La première étape est parfois de définir une stratégie collective au niveau de l'association elle-même. La solidarité avec le territoire est également un vecteur important.

Des outils pour comprendre

Il faut donner des outils pour comprendre. Il y a nécessité de réfléchir aux méthodes permettant de **donner un recul critique aux citoyens** par rapport aux messages mensongers véhiculés par les médias, les politiciens ou les banques. L'éducation populaire est une posture où chacun est invité à aller à la rencontre des autres, notamment de ceux avec lesquels plus rien n'est pensé ni construit. Chacun se forme ainsi de manière globale et continue.

Élargir la sensibilisation aux abstentionnistes.

Une question prioritaire : comment s'adresser aux 50 % de la population constitués de ceux qui s'abstiennent aux élections, qui ne sont pas dans les associations, ni dans les partis, ni dans les syndicats ? Certains désespèrent de l'action collective. Il est essentiel de trouver les moyens d'élargir le cercle de ceux qui sont conscients pour les mobiliser.

Les actions entreprises en matière d'écologie montrent que **c'est à travers des actions concrètes, dont on explicite le sens**, qu'on peut parvenir à une mobilisation et une conscientisation plus larges. Un travail important et à faire pour déterminer des modes de sensibilisation non culpabilisants, attractifs et joyeux. Les réjouissances, la fête, la convivialité jouent un rôle essentiel. La transformation sociale doit être joyeuse, comme le montre l'exemple d'Amiens.

Comment les associations d'éducation populaire peuvent-elles évoluer ?

La question de l'avenir des associations d'éducation populaire se pose avec acuité, notamment pour les MJC, les centres sociaux et les foyers ruraux, en particulier sur les territoires où des collectivités ont d'autres priorités, ou bien entendent prendre le contrôle des activités associatives. La question est également posée pour les fédérations d'éducation populaire. Comment éviter le glissement vers des logiques de prestations, fortement encouragées par le gouvernement et les collectivités, et maintenir la dimension d'éducation à la démocratie qui constitue la raison d'être initiale de ces réseaux ? Il est nécessaire de réfléchir ensemble pour se soutenir mutuellement, trouver des solutions et fournir des argumentaires pour les discussions avec les collectivités. À noter que, sur de nombreux territoires, des relations partenariales se maintiennent et parfois se renforcent avec des collectivités citoyennes. On peut s'appuyer sur ces exemples pour construire les argumentaires.

6. Faire connaître les initiatives citoyennes de terrain et les expliquer

Face aux scénarios catastrophes qui sont annoncés, de nombreuses associations, découragées, se replient sur elle-même. Il est essentiel de mettre en évidence le sens et la portée de leurs actions, leur montrer ce qui avance, développer des échanges de pratiques.

La connaissance mutuelle des actions menées a un effet amplificateur

Les multiples innovations politiques, sociales, culturelles qui se construisent en permanence inventent de nouveaux rapports sociaux et font grandir une autre vision du monde. Il est essentiel de repérer ces initiatives, locales ou globales, et de contribuer à leur émergence. Cette réflexion est partagée par de nombreux mouvements, y compris des mouvements émergents comme Alternatiba. Certains proposent de travailler à une **"plateforme" commune de réflexion et de mobilisation pour faire force, résister et agir ensemble.**

La mise en résonance de ces milliers d'initiatives citoyennes locales que chacun de nous peut observer et auxquelles nous contribuons ou que nous créons constitue **un enjeu majeur**. Cette agrégation progressive doit être organisée et valorisée. Elle permet à chacun(e) de vérifier la pertinence et la légitimité de sa propre démarche. **Le fait de savoir que d'autres, beaucoup d'autres, participent à leur manière, de ce même questionnement, de cette même recherche, de ces mêmes valeurs, a un effet amplificateur et rassurant** sur nos propres modes d'actions.

Une bataille de l'interprétation

Cette valorisation permet de faire prendre conscience aux associations et plus largement aux initiatives citoyennes de l'efficacité et de la portée globale de leurs actions sur le terrain.

Cet appui sur les initiatives citoyennes constitue une manière de faire émerger dans le débat public une autre vision de l'action commune que celles que les néo-libéraux essaient à chaque instant de récupérer (les entrepreneurs sociaux en sont un exemple). Du fait qu'il se développe du local vers le global ce débat a le pouvoir d'envelopper et de dépasser les tentatives de récupération. C'est ainsi que **de nombreuses initiatives dites d'entrepreneurs sociaux peuvent être intégrées dans le champ d'une vision de transformation sociale**. Il est nécessaire de **mener la bataille sur l'interprétation** des actions porteuses d'un certain nombre de valeurs, pour montrer de quelle manière elles peuvent être porteuses d'alternatives.

Boltanski et Chiapello ont montré que le capitalisme se nourrit de sa critique, qu'il est capable d'intégrer des éléments qui lui sont étrangers pour devenir plus fort en se transformant. Mais il est possible à l'inverse de subvertir les subvertisseurs. Nous constatons à travers la vie associative que le mouvement social peut également se nourrir d'initiatives qui lui sont étrangères en les interprétant autrement.

7. Multiplier les collectifs locaux d'entraide, de réflexion et d'action commune

Il est essentiel de multiplier au niveau local les lieux d'entraide, de réflexion et d'action commune. En 2014, lors de l'annonce du précédent plan de rigueur, **des collectifs locaux se sont constitués dans une vingtaine de villes**, pour s'entraider, réfléchir et agir ensemble. Certains de ces collectifs ont discuté avec les collectivités, ou se sont opposés à des décisions inacceptables. Après 2015, certains se sont assoupis, mais aujourd'hui le besoin resurgit.

Le Collectif Local des Associations Citoyennes de Seine-et-Marne (CLAC77) s'est constitué il y a 2 ans pour développer un soutien mutuel, faire un travail d'éducation populaire à travers des formations communes, se doter d'une parole commune face au nouveau conseil général. Le CLAC, à Amiens, s'est structuré autour de l'élaboration de répertoires de l'écologie au quotidien et a participé aux dynamiques citoyennes très actives dans ce département.

Sur plusieurs territoires, comme le Saumurois ou l'Aube, des membres du collectif envisagent de faire travailler toutes les associations ensemble. A priori, la politique du gouvernement n'est pas forcément vue comme une menace par toutes les associations, parce que celle-ci sont sensibles à tel ou tel aspect de sa politique (par exemple l'écologie) sans voir les autres aspects. Pour enclencher une dynamique commune, il est nécessaire de réaliser rapidement quelques actions concrètes, qui donnent confiance en la possibilité d'agir ensemble. Ces groupes sont demandeurs d'outils (texte courts ou vidéos introductives à un débat), d'informations et de méthodes, voire d'intervenants, pour alimenter les débats, organiser des formations ou mutualiser les expériences.

8. Construire des réponses avec les collectivités citoyennes

Les relations entre associations et collectivités connaissent souvent des difficultés, liées à la restriction des dotations d'État et à la réforme territoriale, qui bouleverse les compétences, des périmètres et les relations. Dans cette période d'incertitude, certaines collectivités ont la tentation de considérer les associations comme des prestataires au service de leurs projets. À cela s'ajoute la volonté de certaines équipes, notamment des villes, des départements et des régions nouvellement élus, de gérer les collectivités dont ils ont la charge comme des entreprises, laissant de côté leurs missions d'intérêt général au service de tous.

Cependant, on a constaté en 2016 qu'un nombre important de collectivités résistent à ce mauvais climat et ont à cœur, malgré les difficultés, de maintenir l'enveloppe de leurs subventions aux associations, tout en reconnaissant leur rôle essentiel pour la vie locale. Des relations de confiance subsistent très fréquemment. Elles s'enracinent dans la longue histoire des initiatives citoyennes et du développement local, et dans l'émergence plus récente d'une réponse commune aux enjeux écologiques et au maintien du pouvoir d'agir des citoyens pour restaurer le lien social. De nombreux exemples et associations¹⁸ montrent que de nombreuses associations et collectivités dégagent des réponses communes aux enjeux ; promeuvent une démocratie partagée, ou agissent ensemble au quotidien. De nombreux citoyens, militants associatifs et élus s'opposent avec efficacité à la remise en cause du vivre ensemble et de la solidarité et construisent des actions porteuses d'alternatives, avec des modes d'organisation extrêmement innovants.

¹⁸ Voir Associations, collectivités et participation des citoyens : quelques exemples de relations partenariales CAC juin 2017

III. Conclusion : agir ensemble dans un esprit de rassemblement

Articuler les différentes formes de lutte

Les actions menées sont le résultat de plusieurs types d'indignation face à une situation injuste et à bien des égards injustifiables. Mais ces indignations sont différentes selon les individus et les groupes sociaux. Certains peuvent être sensibles aux inégalités, aux atteintes aux droits, au réchauffement climatique, à l'inauthenticité de la vie, à la corruption, etc. La convergence des luttes est compliquée parce qu'il est difficile de tenir ensemble ces différents motifs d'indignation et de les intégrer dans un cadre cohérent.

Certains multiplient les actions porteuses d'alternatives sur le terrain, espérant que la dynamique ainsi créée pourra déstabiliser l'hégémonie du système actuel. D'autres mettent en avant la nécessité de repenser la totalité des processus politiques et économiques. D'autres encore opèrent un changement personnel dans leur mode de vie, de production et de consommation, estimant qu'il convient d'abord de s'émanciper du consumérisme et du chacun pour soi, retrouver la richesse des relations et le sens de l'action collective, et aller vers un bien vivre. **Ces différentes formes de lutte et d'action sont toutes également nécessaires et doivent s'articuler. Il faut faire vivre la diversité.** Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique, sociale, démocratique et culturelle qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle, réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels, mais aussi les forces humaines de sensibilité, d'intelligence et de désir, autour de principes et valeurs convergents. Mais c'est plus difficile à faire qu'à dire. Les associations citoyennes, par leur diversité, ont peut-être contribué à ces rapprochements, ils en ont la responsabilité.

Se rapprocher des syndicats

Le monde associatif n'a pas les mêmes pratiques revendicatives, le même mode d'action que le monde syndical. Dans la conjoncture actuelle des rapprochements sont souhaitables autour d'enjeux nationaux, mais aussi sur des luttes comme EuropaCity, opération immobilière et commerciale gigantesque dans le triangle de Gonesse (95) comme cela s'est produit à Notre-Dame des Landes.

Seule la mobilisation permettra d'avancer

Compte tenu de la composition de l'Assemblée Nationale, **le gouvernement va avoir les mains libres** pour accélérer la destruction de l'État social. Mais cette marche forcée vers le social-libéralisme ne se fera pas sans résistance ni réaction de la part des organisations syndicales. L'histoire nous enseigne que c'est en opposant les catégories de travailleurs entre elles et en divisant les forces de progrès que de telles réformes peuvent aboutir. **C'est l'ampleur de nos résistances organisées et de nos rassemblements qui permettra peut-être de modifier la trajectoire des réformes.** Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à dépasser les clivages au nom des enjeux de société et même de civilisation. Si nous restons passifs, nous sommes sûrs de perdre.

Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à nous rassembler

L'issue dépend aussi de notre capacité à nous rassembler, si des mobilisations communes se développent sur une base suffisamment large, en associant les forces syndicales, les mouvements, les autorités morales et intellectuelles, les partis politiques, etc... En particulier, les syndicats ont un rôle déterminant à jouer dans la bataille. Les forces de progrès ne peuvent pas espérer gagner si elles demeurent divisées. Pour cela, **chaque organisation doit reconnaître qu'elle n'est pas seule à détenir la vérité et la force.** Le temps électoral qui s'achève montre que les rapports de force peuvent être extrêmement volatiles. Chacun doit reconnaître la diversité du mouvement social. **Cette diversité existe déjà au sein du CAC, sur la base de principes communs.** Elle existe encore plus au sein des mouvements associatifs, avec des degrés d'engagement et de réflexion différents par rapport à la dimension politique. Nous allons connaître des temps difficiles. Il est essentiel **d'agir ensemble dans un esprit de rassemblement.**